



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 5 au 9 février 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

5%

de déficit budgétaire probable
sur l'exercice 2023/2024 sud-
africain (*National Treasury*)

Zoom sur le discours sur l'Etat de la nation du Président Ramaphosa

Le jeudi 8 février, le Président Ramaphosa a délivré son discours sur l'état de la nation (*State Of the Nation Address – SONA*) en ouverture de la session parlementaire, le dernier de son mandat à la tête du pays. Le président a adopté un ton très optimiste et longuement mis en avant les progrès socio-économiques réalisés depuis la fin de l'apartheid. Il a insisté sur la manière dont les gouvernements successifs de l'ANC ont amélioré la vie des citoyens sud-africains ces trente dernières années (ouverture du pays à la démocratie, accès aux services publics de base, etc.), tout en rappelant les défis importants qu'il reste à relever (chômage, inégalité, pauvreté). Il a notamment vanté la force du filet de protection sociale sud-africain dont bénéficient près de 26 M d'individus chaque mois.

Il a par la suite passé en revue le travail accompli au cours de son mandat. Il a d'abord défendu son bilan en matière de lutte anti-corruption suite à l'épisode de capture de l'Etat sous la Présidence Zuma, estimant que son gouvernement avait réhabilité la crédibilité de l'administration publique et que le renforcement de la *National Prosecution Authority* (agence sud-africaine en charge des poursuites judiciaires) avait permis le lancement de 200 procédures et le gel de 14 Mds ZAR d'actifs. Il s'est engagé, en collaboration avec le secteur privé, à réformer en profondeur la fonction publique.

A propos du secteur énergétique, le Président a mis en avant les nombreuses avancées structurelles (réformes du secteur portées par le comité NECOM), estimant que « le pire [de la crise énergétique] est derrière nous et que la fin des délestages électriques est enfin à portée de main » - un changement de ton notable comparativement à son discours de l'année dernière, durant lequel il avait déclaré « l'Etat d'urgence énergétique ». Il s'est réengagé à investir dans le système de transmission via des modèles financiers innovants en lien avec le secteur privé (construction de 14 000 km de lignes à haute tension) et à poursuivre la transition énergétique juste (*Just Energy Transition*), présentée comme un relais de croissance et d'emplois indispensable pour transformer l'économie sud-africaine – tout en rappelant que cette transition devra se faire à un rythme et à une échelle compatible avec les intérêts sud-africains.

Il a également réaffirmé la priorité de stabiliser la performance de Transnet (réhabilitation de corridor ferrés stratégiques, ouverture au secteur privé via l'octroi de concessions, etc.) pour lutter contre la crise logistique. Globalement, le Président semble vouloir maintenir le cap des politiques engagées. Peu de nouvelles annonces concrètes ont été faites, à l'exception de : i) la création d'un fonds de résilience climatique ii) la création d'un fonds de soutien à l'exploration minière iii) comme attendu, la prolongation de l'aide sociale d'urgence SDR, mise en place pendant la crise de la Covid-19 (9 M de bénéficiaires à ce jour) – sans préciser si le mécanisme sera défensivement pérennisé, iv) la signature de la loi sur l'assurance-maladie universelle, votée par le Parlement en décembre et en attente de promulgation depuis.

A l'approche des élections présidentielles (qui doivent se tenir entre mai et août 2024 mais dont la date n'a toujours pas été annoncée), les réactions de l'opposition ont été vives, notamment au sein du parti de centre droit *Democratic Alliance* qui a mis en avant le manque de fonds du discours.

Zoom spécial sur la mort du président namibien en exercice Geingob

Le président namibien Hage Geingob est décédé, dimanche 4 février, dans l'exercice de ses fonctions. Son vice-président, Nangolo Mbumba a prêté serment le jour même et devrait occuper ce poste jusqu'au 31 mars 2025, date de fin du second mandat de Geingob. La date des élections présidentielle est maintenue au mois de novembre 2024. Netumbo Nandi-Ndaitwah, anciennement vice-première ministre est nommée vice-présidente. Elle devrait représenter le parti au pouvoir depuis l'indépendance (SWAPO) lors des prochaines élections, alors que le Président Mbumba a affirmé ne pas vouloir s'y présenter lors de son discours de prise de fonction. A l'instar de nombreux hommes politiques, le Président de la République française, M. E. Macron a exprimé ses condoléances à la famille du président et au peuple namibien, saluant le parcours de Hage Geingob: membre actif de la lutte pour l'indépendance, il avait été nommé premier ministre du premier gouvernement de la République de Namibie en 1990 avant d'accéder à la Présidence en 2015.

Sommaire :

Afrique du Sud

- Le déficit pourrait dépasser 5% du PIB sur l'exercice 2023/2024 (*National Treasury*)
- Présence d'une délégation d'entreprises françaises au forum Investing In Mining Indaba 2024 au Cap (*Business France*)
- L'opérateur routier national Sanral prévoit de lancer des appels d'offres pour environ 28 Mds ZAR (1,4 Md EUR) au S1 2024 (*Business Day*)

Angola

- Le gouvernement va importer 210 000 tonnes de sucre en 2024 (*NovoJornal*)
- L'Exécutif prévoit de privatiser 31 actifs cette année (*Ministère des Finances*)
- Le BRGM et l'institut Géologique d'Angola (IGEO) signent un MoU
- L'Angola a investi 50 Mds USD dans le secteur pétrolier au cours des cinq dernières années (*Jornalo Guardiao*)
- L'Angola signe un mémorandum sur la promotion du diamant avec De Beers (*AngoNoticias*)

Botswana

- La Ministre des Finances présente un budget de relance (*Ministry of Finance*)
- De Beers et le Botswana font part au G7 de leurs préoccupations concernant les effets des sanctions sur les diamants russes (*Reuters*)

Malawi

- La Banque centrale rehausse son taux directeur de deux points (*Reserve Bank of Malawi*)

Namibie

- La balance commerciale enregistre un déficit de 31,9 Mds NAD (*Namstats*)

Zambie

- La Banque centrale augmente son ratio de réserves obligatoires de 9 points (*Zambia Monitor*)
- La Zambie cherche à restructurer la dette de Mopani Copper Mines auprès de l'entreprise minière anglo-suisse Glencore (*Reuters*)
- L'entreprise minière américaine KoBold Metals veut accélérer son projet de 2 Mds USD, annoncé comme le plus grand gisement de cuivre en Zambie (*Reuters*)

Afrique du Sud

Le déficit pourrait dépasser 5% du PIB sur l'exercice 2023/2024 (National Treasury)

Selon les données du Trésor sud-africain (National Treasury) publiées le 2 février, le déficit budgétaire mensuel accumulé sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/24 a atteint 292,6 Mds ZAR (soit 14,3 Mds EUR). Selon les nouvelles projections, le déficit pourrait donc être supérieur à 5% du PIB sur l'exercice en cours (après 4,2% lors de l'exercice précédent), alors que les prévisions du budget initial s'établissaient à 4,0% (revues à 4,9% lors du budget de mi-parcours présenté en novembre). Le déficit a ainsi progressé de près de 60% par rapport à la même période l'année précédente. Cette mauvaise performance s'explique d'une part par la hausse des dépenses (+7,7%), portées par l'augmentation du service de la dette (+17,1% pour un poste représentant 14,5% des dépenses sur la période) et des dépenses de fonctionnement du gouvernement (+5,3%, en lien avec l'augmentation des salaires des fonctionnaires octroyées sur l'exercice, pour rappel +7,5%). D'autre part, les revenus ont diminué de 0,1% : la contraction des recettes fiscales issues de l'impôts sur les sociétés (-12% pour un poste 21% des recettes publiques) a ainsi contrebalancé la hausse des revenus de TVA (+6,1% pour 26%) et des impôts sur le revenu (+8,3% pour 37%). Ces mauvais résultats interviennent alors que le Ministre des Finances, M. E. Godongwana doit présenter son budget pour l'exercice 2024/25 devant le Parlement, le 21 février.

Présence d'une délégation d'entreprises françaises au forum Investing In Mining Indaba 2024 au Cap (Business France)

A l'occasion du forum Mining Indaba 2024, au Cap, du 5 au 8 février 2024, une délégation de 21 entreprises françaises était présente sur l'espace Team France. Cette dernière a pu bénéficier de la présence de M. Benjamin Gallezot, délégué interministériel pour les approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), et de M. David

Martinon, Ambassadeur de France en Afrique du Sud. Le forum annuel Mining Indaba est la plus grande conférence sur le secteur minier en Afrique. Ainsi, les entreprises françaises présentes telles que Easy Cube (constructions modulaires), DNA Blast (simulations d'explosions et de forages par l'intelligence artificielle) ou Codra (plateforme numérique de gestion d'infrastructures) ont pu entrer en contact avec de clients et partenaires présents sur le continent africain. Lors de ce salon, le BRGM, service géologique national français, a signé deux protocoles d'entente en vue de renforcer sa coopération avec la Zambie et l'Angola.

L'opérateur routier national Sanral prévoit de lancer des appels d'offres pour environ 28 Mds ZAR (1,4 Md EUR) au S1 2024 (Business Day)

L'entreprise publique sud-africaine en charge des infrastructures routières Sanral a annoncé lancer des appels d'offres d'une valeur d'environ 28 Mds ZAR au cours des six premiers mois de 2024 dans le but de développer les infrastructures routières du pays. La région occidentale (Western Cape et Northern Cape) obtiendra des contrats d'une valeur de 600 M ZAR ; la région méridionale (Eastern Cape) obtiendra des contrats d'une valeur de 2,8 Mds ZAR ; la région orientale (Free State et KwaZulu-Natal) obtiendra des contrats d'une valeur de 2,1 Mds ZAR ; et la région septentrionale (Gauteng, Limpopo, Mpumalanga et North West) obtiendra des contrats d'une valeur de plus de 500 M ZAR. Les régions de l'Est et du Sud se voient attribuer des montants bien plus importants car ces derniers englobent des projets d'infrastructures significatifs tels que l'expansion de la route N2/N3 au KwaZulu-Natal et sur la Wild Coast. Sur les principaux corridors d'exportation de matières premières, les défaillances du secteur ferroviaire ont conduit les logisticiens à se reporter sur les axes routiers, ce qui a fortement accéléré l'usure du réseau ces dernières années. Sanral a déclaré dans un communiqué qu'au moins 30 % des appels d'offres seraient attribués à de petites entreprises de construction appartenant à des personnes éligibles à la politique de Broad-

based black economic empowerment (B-BBEE). Cependant, l'année dernière Sanral a attribué trois des quatre plus gros contrats de construction à des entreprises chinoises, notamment pour des raisons de prix. Sanral n'a dépensé que la moitié de son budget pour les routes sans péage au cours des quatre dernières années et n'a atteint que la moitié de ses objectifs de construction routière. Cela est notamment dû au fait que l'entreprise a dû annuler 80 appels d'offres en 2023 pour une valeur estimée à 9,3 Mds ZAR, après que des entreprises de construction ont contesté ses règles de passation de marchés préférentielles, qui auraient avantageé les entreprises détenues à 100 % par des personnes noires.

Angola

Le gouvernement va importer 210 000 tonnes de sucre en 2024 (NovoJornal)

Le gouvernement angolais va importer 210 000 tonnes de sucre afin de compléter la production nationale en 2024 qui couvre à peine 33% de la consommation annuelle. L'Etat a investi 1 Md USD dans la société BLOCOM qui ne produit que 69 300 tonnes de sucre sur près de 280 000 tonnes nécessaires à la consommation intérieure. Ce processus d'importation sera conduit par le Ministère du commerce et de l'industrie à travers la plateforme de passation des marchés publics pour l'octroi de licences d'importation. Il est ouvert à tout importateur ou producteur national qui répond à toutes les exigences du cahier des charges

L'Exécutif prévoit de privatiser 31 actifs cette année (Ministère des Finances)

Le secrétaire d'Etat aux Finances et au Trésor a fait une déclaration sur la mise en œuvre du programme de privatisation PROPRIV à l'issue la réunion de la Commission nationale interministérielle en charge de celui-ci. Ainsi les autorités angolaises prévoient de privatiser un total de 31 actifs cette année. Les sociétés ACREP (pétrole), ENSA (assurance), BODIVA (bourse), STANDARD BANK ANGOLA et TV CABO doivent être privatisées par le biais

d'une introduction en bourse sur le marché des actions de BODIVA. Des actifs seront également privatisés par voie d'enchères électroniques dans le secteur de l'hôtellerie (39 hôtels des chaînes IU, IKA et BINA) et dans le secteur des médias pour les groupes Media Nova et TV Zimbo.

Le BRGM et l'institut Géologique d'Angola (IGEO) signent un MoU

Ce mémorandum a été signé en Afrique du Sud en marge du forum Mining Indaba et a pour objet d'établir, entre les parties contractantes, des bases juridiques et techniques visant à mobiliser les capacités du BRGM, afin que ce dernier i) apporte un appui technique à l'IGEO pour la résolution de questions d'ordre géologique; ii) identifie les domaines privilégiés de coopération; détermine les modalités d'application des actions permettant le montage de projets communs et la recherche des financements respectifs.

L'Angola a investi 50 Mds USD dans le secteur pétrolier au cours des cinq dernières années (Jornalo Guardiao)

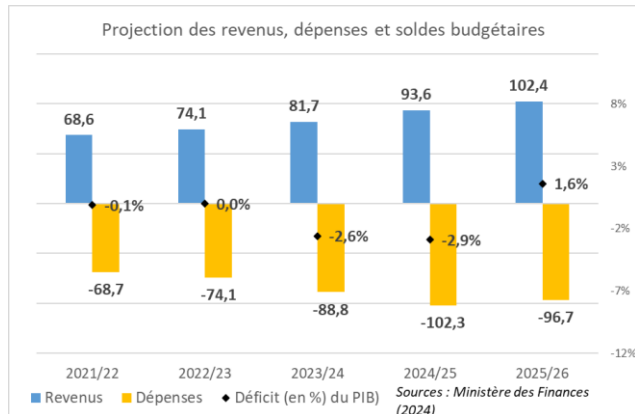
Le président de l'ANPG (Agence Nationale du Pétrole, du Gaz et des Biocarburants) a indiqué que les investissements dans le secteur pétrolier angolais ont augmenté de 96% entre 2022 et 2023 et qu'au cours des cinq dernières années ils ont totalisé près de 50 Mds USD (46,2 Mds EUR). Il a également souligné que les prévisions d'investissements pour les cinq prochaines années sont d'environ 71 Mds USD (65,6 Mds EUR).

L'Angola signe un mémorandum sur la promotion du diamant avec De Beers (AngoNoticias)

Un protocole d'accord stratégique visant à promouvoir le secteur du diamant a été signé au Cap entre l'ANRM (Agence nationale des ressources minérales), Endiama et Sodiam et la multinationale De Beers. Le protocole, signé en présence du ministre angolais des ressources minérales, du pétrole et du gaz, vise à accroître la production de diamants, à développer l'extraction de diamants alluviaux et à améliorer le développement social, au bénéfice des citoyens.

Botswana

La Ministre des Finances présente un budget de relance (Ministry of Finance)



Le 5 février, la ministre des Finances Mme Peggy O. Serame, a présenté son budget pour l'exercice 2024/25. En cette année électorale, ce budget de relance vise avant tout à relancer la croissance et l'investissement, notamment dans les infrastructures, afin d'accélérer la diversification de l'économie, toujours très dépendante du secteur diamantifère. Le déficit devrait donc se creuser légèrement (+0,3 point à -2,9% du PIB) bien qu'il reste sous-contrôle. En effet, les revenus de l'Etat devraient progresser de près de 15% par rapport à l'exercice précédent, et atteindre 93,6 Mds BWP (6,4 Mds EUR, soit 31,3% du PIB) - la baisse anticipée des recettes fiscales issues de l'industrie minière (-4,8% pour un poste représentant près de 30% des revenus totaux) sera compensé par la hausse des revenus douaniers de la *Southern African Customs Unions* (SACU ; +12% pour 28,5%), des impôts sur les revenus (+38,3% pour 23,5%) et de la TVA (+26,2% pour 16,2%). Parallèlement, les dépenses devraient s'élever à 102,3 Mds BWP (6,9 Mds EUR, soit 34,2% du PIB), en hausse de 15,2%, portées principalement par l'augmentation de plus de 40% du budget de développement (29,8 Mds BWP, soit 29% des dépenses totales, contre 24% sur l'exercice 2023/2024). Les dépenses de fonctionnement, dont le gouvernement souhaite poursuivre la rationalisation, augmenteront également, mais dans une moindre mesure (+6,9%). Le budget 2024/25 a été élaboré sur la base de prévisions de croissance plutôt optimistes (4,2% en 2024, puis 5,4% en 2025), supérieures à celles du FMI (4,1% puis 4,3%). Pour faire face aux besoins de financement,

le gouvernement indique vouloir prioriser l'endettement domestique, et mobiliser une partie de ses réserves, sans détailler sa stratégie. A noter que le ratio d'endettement total devrait progresser de 2,2 points au cours de l'exercice 2024/25, restant toutefois maîtrisé à 24,2% du PIB, bien en-deçà du seuil légal de 40%.

De Beers et le Botswana font part au G7 de leurs préoccupations concernant les effets des sanctions sur les diamants russes (Reuters)

Les producteurs de diamants De Beers, propriété du groupe britannique Anglo American et la compagnie publique minière botswanaise Okavango Diamond Company ont alerté le Groupe des Sept (G7) sur l'impact de potentielles mesures d'exclusion des diamants russes sur le secteur au Botswana. En décembre 2023, les pays du G7 ont annoncé une interdiction des diamants russes importés directement à partir du 1er janvier 2024, suivie de restrictions progressives sur les importations indirectes de pierres précieuses russes à partir du 1er mars 2024 environ. Cette décision bouleverse le secteur du diamant, sachant que la Russie est le principal producteur en volume brut de diamants et exporte la plupart de sa production. Un nouveau système de traçabilité de l'origine des pierres précieuses devrait être mis en place en septembre 2024 afin d'empêcher le commerce des diamants russes. La Belgique a déjà proposé Anvers comme lieu unique de contrôle des diamants, la ville étant l'une des plaques tournantes du secteur, au même titre que Dubaï. Cela aurait pour conséquence de contraindre les pays producteurs, dont le Botswana et la Namibie, ainsi que les compagnies minières comme De Beers, d'envoyer leurs diamants bruts à Anvers afin de les faire certifier. Outre que cela induirait des coûts supplémentaires, l'industrie botswanaise s'inquiète des pertes d'opportunités pour ses entreprises de locales de taille et polissage. Ainsi, De Beers et le Botswana milite auprès du G7 pour que les producteurs africains puissent certifier par eux-mêmes leurs diamants.

Malawi

La Banque centrale rehausse son taux directeur de deux points (*Reserve Bank of Malawi*)

Le 31 janvier, le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Reserve Bank of Malawi – RBM*) a rehaussé son taux directeur de 2 points à 26%. L'institution monétaire justifie sa décision par la progression importante de l'inflation qui a atteint en moyenne 31,5% au quatrième trimestre 2023 et 34,5% sur un an au mois de décembre, un niveau nettement supérieur à la cible de la RBM (5%). Cette évolution s'explique notamment par le phénomène de l'inflation importée, liée à la dévaluation de la devise locale – kwacha – en novembre (-44% pour atteindre la parité de 1691 ZMW contre 1 USD). Les difficultés du secteur agricole domestique, renforcé par les chocs climatiques (cyclone Freddy en février 2022), ont également amené des tensions sur les prix des denrées alimentaires de première nécessité. Dans son communiqué, la Banque centrale prévoit une accélération de la croissance à 3,2% en 2024 contre 1,5% en 2023, porté par l'investissement public et de meilleures performances des secteurs miniers et manufacturiers – des prévisions légèrement supérieures à celle de la Banque Mondiale, révisées en janvier 2024 (+2,8% en 2024). L'institution monétaire a également publié les données de la balance commerciale pour l'année 2023. Il en ressort que le déficit commercial du pays vis-à-vis du reste du monde s'est nettement creusé pour atteindre 2,18 Mds USD (+800 MUSD par rapport à 2022), alors que la base exportatrice de l'économie reste fragile et fortement dépendante des cultures de tabac.

Namibie

La balance commerciale enregistre un déficit de 31,9 Mds NAD (*Namstats*)

Selon l'agence de statistique namibienne (*Namstats*), le déficit commercial du pays s'est légèrement creusé sur l'année 2023 pour atteindre 31,9 Mds NAD (1,6 Md EUR), après 31,6 Mds NAD l'année précédente. Les exportations ont progressé de près de

8%, à 105 Mds NAD, portées par les bonnes performances du secteur minier – exportations d'or (+61,3% à 11,6 Mds NAD, soit une contribution de 4,5 points), de diamants (+15,6% à 25,1 Mds NAD, soit +3,5 points) et dans une moindre mesure d'uranium. En parallèle, les importations ont augmenté de 6,1% à 136,9 Mds NAD, portées par la hausse de la facture énergétique (produits pétroliers – +26% à 28,2 Mds NAD, soit +4,5 points) et les véhicules (+32,7% à 5,5 Mds NAD, soit +1,1 point). L'Afrique du Sud reste le principal partenaire du pays (38,6% des importations et 20,2% des exportations) suivi de la Chine (9,7% des importations et 12,1% des exportations). A noter que la France est le 10^{ème} marché pour les produits sud-africains (2,6% des parts de marché et 2,7 Mds NAD, en baisse de 11,2%) et le 21^{ème} fournisseur (0,7% des parts de marché, soit 0,9 Md NAD, +51%).

Zambie

La Banque centrale augmente son ratio de réserves obligatoires de 9 points (*Zambia Monitor*)

Le 2 février, la banque centrale (*Bank of Zambia*) a réhaussé son taux de réserve obligatoire de 9 points à 26% pour les devises locale et étrangères – une mesure effective dès le 5 février. Pour rappel, ce ratio représente la part du bilan bancaire que les banques doivent conserver en réserve. Instrument réglementaire de politique monétaire, il permet traditionnellement de juguler l'inflation en réduisant l'activité bancaire et donc la masse monétaire en circulation. L'institution justifie sa décision par la demande croissante pour les devises dans l'économie, qui renforce la dépréciation de la monnaie locale. En effet, le kwacha zambien s'est déprécié de près de 30% sur un an, pour atteindre une parité de 27,1 ZMW pour 1 USD le 1^{er} février (-5% sur un mois et -29,4% sur un an). Ce phénomène renforce l'inflation importée, alors que la hausse des prix sur un an a atteint 13,2% au mois de janvier, soit son plus haut niveau depuis mars 2022. A noter que les pressions inflationnistes devraient se renforcer dans le pays, alors que le Comité de régulation de l'énergie a annoncé une hausse

importante des prix des carburants (+14% pour l'essence et +7,3% pour le diesel à 29,98 et 34,14 ZWL par litre), effective au mois de février – en lien avec l'impact de la dépréciation de la devise locale, alors que les cours mondiaux du pétrole brut sont relativement stables.

La Zambie cherche à restructurer la dette de Mopani Copper Mines auprès de l'entreprise minière anglo-suisse Glencore (Reuters)

La Zambie a trouvé un accord de restructuration de la dette de 1,5 Md US de Mopani Copper Mines envers Glencore, issue de l'acquisition de Mopani en 2021 par le gouvernement zambien via l'entreprise minière publique ZCCM-Investment Holdings (ZCCM-IH). Glencore a déjà réduit la dette de Mopani à 596 M USD en 2022. En novembre 2023, la Zambie a choisi l'émirati International Resources Holdings (IRH) comme nouvel investisseur stratégique dans Mopani, pour prendre une participation de 51 % en échange d'une injection de capital de 1,1 Md USD. La participation d'IRH dans Mopani sera détenue par l'intermédiaire de sa filiale, Delta Mining. IRH est elle-même possédée par International Holdings Company (IHC) dont le propriétaire est Tahnoun bin Zayed Al Nayan, membre de la famille royale régnant aux Emirats Arabes Unis. Dans le cadre de l'opération, IRH fournira 400 M USD sous la forme d'un prêt d'actionnaire afin de réduire la dette de Mopani. Sur cette somme, 300 M USD sont réservés à la dette de Glencore et les 100 M USD restants serviront à régler les lettres de crédit de tiers garanties par Glencore pour Mopani. L'effet de cette mesure est que la dette due par Mopani à Glencore sera remplacée par le prêt d'actionnaire susmentionné dû à Delta, d'un montant maximum de 400 M USD, ce qui entraînera une réduction nette globale de la dette de Mopani de plus de 1,2 Md USD selon le ZCCM-IH. Enfin, l'investissement d'IRH fournira des fonds pour soutenir l'objectif de Mopani d'augmenter sa production à 200 000 tonnes de cuivre par an au cours des trois prochaines années. Mopani et Glencore ont également convenu d'un accord de redevances prévoyant que le groupe suisse

recevra une part non spécifiée des bénéfices de Mopani au cas où le prix du cuivre dépasserait 12 000 dollars la tonne.

L'entreprise minière américaine KoBold Metals veut accélérer son projet de 2 Mds USD, annoncé comme le plus grand gisement de cuivre en Zambie (Reuters)

KoBold Metals, une société californienne d'exploration des métaux, soutenue notamment par Bill Gates et Jeff Bezos, a déclaré qu'elle prévoit d'accélérer le développement d'une nouvelle mine de cuivre en Zambie qui pourrait représenter environ 2 Mds USD d'investissements. Alors que KoBold Metals avait initialement déclaré son intention de construire une nouvelle mine dans le cadre de son projet autour de Mingomba en Zambie au cours de la décennie, ce dernier s'est accéléré en raison de la demande croissante de cuivre dans le monde. Cela peut être aussi dû au fait que le gisement de Mingomba pourrait être la plus riche découverte de cuivre en Zambie depuis 100 ans avec un potentiel de 247 millions de tonnes et un taux de pureté d'environ 4%. Josh Goldman, cofondateur et président de la société, a indiqué que des partenariats sont envisagés afin de mobiliser les fonds nécessaires pour le développement de la mine. Cette annonce intervient alors que les États-Unis, ainsi que l'Union Européenne, intensifient leurs efforts pour diversifier leurs sources d'approvisionnement en métaux critiques tels que le cuivre, le cobalt, le lithium et le nickel. Ces métaux sont essentiels pour faciliter la transition vers des énergies propres et soutenir la croissance de la production de batteries électriques.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	08/02/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,9 ZAR	-1,5%	-1,4%	-5,8%	-3,4%
Angola	829,7 AOA	0,0%	-0,2%	-39,2%	-0,1%
Botswana	13,5 BWP	-0,5%	-1,0%	-4,9%	-1,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,9 ZMW	0,8%	-4,2%	-28,4%	4,4%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda
leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr